

LE REDRESSEMENT COMMUNISTE

ORGANE DE L'OPPOSITION

(Comité pour le Redressement Communiste du Parti et de l'Internationale)

Le présent numéro hors série sera vendu :
1 exemplaire 0 fr. 50 ; 10, 4 fr. 50 ; 100, 40 fr.

Adresser les commandes et abonnements au Secrétariat.
Albert TREINT et Henri BARRÉ, 3, rue Carducci, PARIS (19^e)

REUNION PUBLIQUE

Samedi 13 Octobre, 8 h. 30

ORDRE DU JOUR :

1° Lecture de la « Nouvelle Etape »
(Document inédit de Trotsky)

2° Discussion sur ce document
3° LA GREVE DU NORD

Café d'Artagnan, 50 boulevard Magenta.
Métro : République, Est ou Lancry.

NOTRE JOURNAL

Le présent numéro est hors série. Le prochain numéro paraîtra broché, dans un format plus maniable.
Le prochain numéro publiera :

La Nouvelle Etape de Trotsky

Un numéro : 1 franc. — Un numéro double : 2 francs
Abonnement : 6 numéros : 5 fr. ; 12 : 10 fr.

ABONNEZ-VOUS !

IVRY ET SAINT-DENIS

A bas la signature du Pacte Kellogg !

LES LEÇONS D'IVRY ET DE SAINT-DENIS

En un mois deux échecs graves

Dans l'intervalle d'un mois environ, le Parti vient d'essayer deux échecs graves et d'une gravité croissante : à Ivry, le 5 Août et à Saint-Denis le 9 Septembre derniers.

A Ivry, le gouvernement Poincaré a réussi à empêcher démonstrations et réunions organisées par le Parti et à l'échelle de la région parisienne ; mais il a dû ensuite effectuer un léger recul en tolérant une réunion organisée par la municipalité et à l'échelle de la commune d'Ivry.

A Saint-Denis, même les simples fêtes organisées par la municipalité, ont été en fait empêchées par la police, mais quelques jours plus tard, fut également toléré un compte rendu de mandat de la municipalité.

A Saint-Denis, le nombre des manifestants était moindre qu'à Ivry, où il n'était déjà que d'une dizaine de milliers.

Lors des deux manifestations, il y eut des collisions avec la police, aboutissant à des arrestations en masse : 2.000 à Ivry, plusieurs centaines à Saint-Denis. De nombreux ouvriers étrangers furent expulsés.

A Ivry comme à Saint-Denis, non seulement les maires communistes furent destitués de leurs pouvoirs de police par le Préfet, non seulement les manifestations du parti furent interdites sur le territoire de communes qui se sont prononcées en majorité pour le parti, mais, pour la première fois, la police en barrages et bataillons massifs a osé occuper militairement les grandes cités ouvrières de la banlieue parisienne.

Si nous devons rendre hommage aux ouvriers révolutionnaires, oppositionnels comme majoritaires, qui, répondant à l'appel du parti, ont témoigné d'un réel courage contre les provocations et agressions policières, il est non moins nécessaire de mettre à nu la fausse politique des dirigeants du parti, politique qui a abouti aux échecs d'Ivry et de Saint-Denis.

Depuis plus de deux ans, cette fausse politique cède sans résistance suffisante le terrain à la bourgeoisie. Elle désorganise les forces révolutionnaires. Elle s'éloigne des masses. Elles-ci détestent assez la bourgeoisie et les chefs réformistes pour voter en nombre accru pour les candidats du parti, mais, elles n'ont plus assez de confiance dans les dirigeants du parti pour répondre à leurs appels d'action.

Cette fausse politique aboutit à n'entraîner qu'une avant-garde sans cesse rétrécie, et à la livrer sans protection aux agressions policières et gouvernementales.

La fausse politique des dirigeants

Ivry et Saint-Denis sont l'aboutissant douloureux de toute la ligne politique fautive suivie antérieurement.

En Juillet 1927, les dirigeants du parti, poursuivis ou condamnés, se sont rendus volontairement en prison, comptant sur l'amnistie de Poincaré, pour le 14 Juillet, puis pour le 11 Novembre, au lieu d'appeler sérieusement les masses à la résistance.

Lors de la manifestation du 23 Août 1927 contre l'exécution de Sacco et de Vanzetti, les dirigeants du parti, sous la pression populaire, passèrent outre à l'interdiction gouvernementale, mais ils prirent toutes mesures utiles pour réduire la manifestation en ampleur, en durée et en efficacité.

Pas d'armes ! Protégez-vous en portant le chapeau et non la casquette ! Que les membres des groupes de défense ouvrière se bornent au rôle de simples manifestants ! Voici ce que prescrivait publiquement l'Humanité. Et immédiatement avant la manifestation, s'adressant aux militants actifs rassemblés, Gayman au nom du Bureau politique leur disait : « Si nous pouvons manifester dix minutes, ce sera un beau résultat ! »

Sans préparation, sans protection organisée, les dirigeants lancèrent les manifestants désarmés contre la police armée jusqu'aux dents.

Si la manifestation fut ample et se battit bien, si elle fut un succès, ce ne fut pas à cause de la politique des dirigeants du parti, mais bien malgré cette politique.

Après un tel succès, il était à prévoir que la bourgeoisie tendrait toutes ses forces pour que l'American Legion puisse défilé sans encombre à Paris le 19 Septembre.

Il fallait alors mesurer exactement le rapport des forces, et décider seulement ce qui était possible.

Une manifestation dans Paris, mais pas sur le trajet de l'American Legion, une manifestation maintenue sur la défensive, une manifestation obligeant la police à diviser ses forces, voilà ce qui était possible et ce qu'il fallait faire.

Incapable de comprendre la situation, la direction du parti passa du bluff à la reculade. Après avoir proclamé que l'American Legion ne défilerait pas dans la ville de la Commune, elle invita les ouvriers à manifester en vase clos dans un meeting à Clichy.

La masse ouvrière parisienne voulait manifester dans la rue le 19 septembre. Les dirigeants se servirent du parti, non pour entraîner et guider le prolétariat, mais pour freiner son action.

A Vierny, Trotsky est exposé à la malaria et attaqué par les fanatiques de Staline

LA VIE DE TROTSKY EST EN DANGER !

Exigez la libération des Oppositionnels déportés !

Ce fut dans l'histoire de notre parti un tournant décisif. Depuis lors, la crise de confiance n'a cessé de grandir entre la masse ouvrière et les dirigeants du parti.

Voyant que toute agitation n'aboutissait en fin de compte qu'à la capitulation au moment de la lutte réelle, les ouvriers, en nombre toujours plus grand, cessèrent de répondre aux appels du parti.

Les dirigeants perdent chaque occasion de ressaisir la masse

Les occasions n'ont pas manqué par la suite de remonter le courant. Non seulement la direction du parti les a laissés échapper, mais à chaque fois, elle a aggravé le divorce entre la masse et elle.

Lorsque en Février 1928, Gaillard, secrétaire de l'Union régionale parisienne, fut arrêté rue Grange-aux-Belles, c'était une violation inouïe de nos droits et de nos domiciles syndicaux, violation sans exemple dans toute l'histoire du mouvement ouvrier français.

Il y eut dans le pays tout entier une grande indignation.

Il eût fallu hérissier la France entière de meetings, transformer ceux-ci en démonstrations de rues partout où cela était possible.

La direction du parti et celle de la C. G. T. U., ce qui est tout un, se bornèrent à deux meetings bien paisibles à Paris.

En Avril, lors de la campagne électorale, au lieu du « Premier Mai de Lutte » annoncé par eux, les dirigeants du parti préparèrent un « Premier Mai en vase clos ».

Enfin, à Ivry comme à Saint-Denis, il eût fallu riposter aux interdictions et agressions gouvernementales, non seulement par un compte rendu de mandat de la municipalité, mais par une campagne ardente de manifestations de rues réclamant dans toute la France la liberté de réunion et de démonstration pour les ouvriers.

Sabotage et liquidation du front unique

Prête à reculer devant chaque combat réel, la direction du parti a saboté et liquidé le front unique, c'est-à-dire la tactique, qui dans la période actuelle, permet de rassembler et d'entraîner les masses, sans lesquelles le combat réel est impossible.

La veille du 23 août, proposition de front unique faite *in extremis* et par suite sans portée. Avant le défilé de l'*American Legion*, proposition de front unique tenue secrète jusqu'au refus des chefs syndicaux réformistes deux jours avant le défilé. Ensuite, pratique du front unique traînant à Saint-Ouen le parti et les ouvriers révolutionnaires à la remorque de vagues Comités où voisinaient quelques anarchistes, quelques intellectuels et quelques bourgeois démocrates.

Lors de l'arrestation de Gaillard, aucune proposition de front unique.

Puis vient une tactique électorale qui au lieu de mettre les chefs socialistes au pied du mur, bloque les ouvriers socialistes avec leurs chefs, repousse nos sympathisants, et par là même, rend presque impossible le front unique à la base pour toute une période.

Dès lors, la liquidation du front unique fait de rapides progrès. Elle est aujourd'hui un fait accompli.

Après Ivry comme après Saint-Denis, aucune tentative de front unique. Ainsi les dirigeants du parti font le jeu des chefs socialistes, qui peuvent en toute tranquillité, et sous de belles paroles, se défilier de la lutte réelle en faveur de la liberté de réunion pour les ouvriers.

Sabotage du mouvement syndical

Afin d'empêcher les protestations contre la fausse politique de se faire jour dans les organisations de masse, les dirigeants exportent du parti dans les syndicats les méthodes de mécanisation et de bureaucratisation qui ruinent le mouvement ouvrier.

En même temps, les noyaux dirigeants opportunistes de la C. G. T. U., dont Monmousseau est l'expression achevée, reçoivent des dirigeants du parti l'autorisation d'éluder dans les moments critiques, toute participation de la C. G. T. U. à la lutte.

Ni pour Ivry, ni pour Saint-Denis, la direction actuelle de la C. G. T. U. n'a lancé un appel sérieux et clair pour mobiliser la masse en faveur de la liberté des réunions et manifestations ouvrières.

Il s'agit cependant d'une question vitale pour le mouvement syndical, lui aussi.

Sabotage et liquidation du front rouge

Pour qui ne veut pas la lutte réelle, les groupes de défense ouvrière sont chose indésirable. La seule existence de ceux-ci, souligne à chaque instant la carence des dirigeants du parti devant la lutte.

Sous prétexte qu'ils étaient oppositionnels ou sympathisants à l'Opposition, les organisateurs les plus expérimentés du front rouge ont été liquidés par tous les moyens.

Sous prétexte de réorganisation, le front rouge a été désorganisé. De plusieurs milliers de combattants actifs, il a été réduit à quelques centaines de membres. Ceux-ci, placés d'ailleurs dans des situations impossibles, se laissent pour la plupart arrêter sans esquisser le moindre geste de résistance.

Politique sans issue

Hausser le ton démagogiquement pour cacher qu'en fait on se refuse à la lutte réelle, c'est une politique sans issue.

Faute de masses ouvrières et syndicales, faute d'une organisation capable de protéger les manifestations, les dirigeants du parti sont constamment placés, par suite de leur funeste politique, dans l'alternative ou bien de s'incliner devant les interdictions gouvernementales ou bien, passant outre, de livrer sans défense les manifestants de moins en moins nombreux aux brutalités de la police.

Ivry et Saint-Denis jalonnent l'impasse où mène la politique centriste pratiquée depuis deux ans.

Pas de manœuvres centristes vers la gauche mais redressement oppositionnel

Dans une série de documents cachés par la direction du parti et qu'il a fallu diffuser par des moyens fractionnels, l'Opposition a critiqué pas à pas la politique des dirigeants, opposant à chaque instant aux défaillances et aux capitulations, les propositions pratiques qui eussent permis de tenir tête à la bourgeoisie.

Pour avoir montré le chemin communiste et prolétarien de la lutte réelle, l'Opposition a été brimée, traquée, exclue, calomniée, traînée dans la boue, traitée de contre-révolutionnaire par les dirigeants indignes.

Après Ivry et Saint-Denis, les yeux de nombreux ouvriers commencent à s'ouvrir et le mécontentement grandit.

Alors, entre en action Doriot, le spécialiste des manœuvres du centrisme endormeur à la Staline.

Après Ivry, Doriot a écrit dans l'*Humanité* un article amorçant une critique insuffisante et d'ailleurs destinée à rester lettre morte.

Nul doute qu'après Saint-Denis, nous assisterons à des tentatives plus développées pour endormir le mécontentement grandissant et pour l'empêcher de prendre la seule voie juste : celle du communisme authentique, celle de l'Opposition.

Le parti ne pourrait qu'aller vers sa perte en se laissant prendre à de telles manœuvres.

Seule, l'Opposition, à la tête des meilleurs ouvriers révolutionnaires qui se réveillent devant le danger, peut sauver le parti et le mouvement ouvrier.

C'est dans ce sens que la lutte à la base doit être menée pour la réintégration des oppositionnels exclus ici et déportés en Russie, des oppositionnels qui malgré les coups n'ont pas capitulé et ne capituleront pas devant le centrisme.

Un sophisme : la bourgeoisie frappe, donc la politique est juste

Incapable de justifier directement sa politique, la direction du parti s'en tire indirectement par un grossier sophisme. Elle dit : La bourgeoisie nous frappe, donc notre politique est juste. Et elle insinue charitablement : Voyez la bourgeoisie ne frappe pas les chefs de l'Opposition.

Quand la bourgeoisie frappait les siens : Malvy et Caillaux, est-ce que leur politique était juste du point de vue ouvrier ?

Lorsqu'en 1920, la bourgeoisie emprisonnait le réformiste Verfeuil ou l'anarchiste Sirolle, était-ce une preuve de la justesse de leur politique ?

Avons-nous, parce qu'ils étaient en prison, cessé de combattre leurs erreurs et leurs fautes ?

La bourgeoisie frappe les organisations prolétariennes, soit lorsqu'elles grandissent et menacent les privilèges essentiels des capitalistes, soit lorsqu'elles commencent à faiblir et à dégénérer.

Alors, la bourgeoisie les frappe, soit pour les briser si elles tentent de se redresser, soit pour les agenouiller définitivement dans l'opportunisme et les faire passer à son service.

A l'heure actuelle, la bourgeoisie frappe le parti et ses dirigeants à coups redoublés, non parce que leur politique est juste, mais bien parce que leur politique est fautive et afin d'accélérer la dégénérescence commencée.

La bourgeoisie ne frappe pas l'Opposition, c'est vrai. Pourquoi interviendrait-elle du dehors, alors que, cédant à sa pression, les opportunistes s'acquittent si bien de la besogne à l'intérieur du camp prolétarien ?

Prétendre qu'à l'heure actuelle, la bourgeoisie frappe les dirigeants du parti parce que leur politique est juste, c'est travailler à rendre le redressement communiste impossible. S'il était vrai que la politique soit juste, il n'y aurait pas besoin de redressement.

Retour à Lénine ou marche accélérée au réformisme

La bourgeoisie frappe surtout sur le terrain politique. Elle prépare ainsi l'accentuation de son offensive rationalisatrice, sur le terrain économique.

Sous les coups redoublés de la bourgeoisie, le centrisme ne pourra pas mener longue vie.

Quand la bourgeoisie frappe, et frappe dur, on ne peut pas durablement s'en tirer par des paroles de bravade jointes à des gestes inoffensifs.

Il faut, ou bien céder réellement, se laisser atteler au char de la bourgeoisie en acceptant de la servir dans le camp ouvrier et c'est la marche accélérée au réformisme, ou bien il faut lutter

réellement. Lutter réellement, cela exige le retour aux méthodes efficaces. C'est la voie de Marx, c'est la voie de Lénine, c'est la voie où Trotsky, après les divergences du passé lointain, a rejoint Lénine. C'est la voie du communisme authentique : c'est la voie de l'Opposition.

Tôt ou tard les travailleurs prendront cette voie-là. Il faut travailler à les y entraîner assez rapidement, pour qu'il soit possible de sauver notre parti, notre Internationale et notre Révolution russe. Il faut en tout cas, à travers les luttes de chaque jour, préparer la victoire de la Révolution mondiale.

A BAS LA SIGNATURE DU PACTE KELLOGG Les manifestations du pacte

Les manifestations contre le pacte Kellogg ont été un échec moins grave qu'Ivry et Saint-Denis, en ce sens seulement, qu'elles n'ont guère mis en branle et compromis que les quelques dizaines de fonctionnaires du parti qui y ont participé.

En présence des incohérences de l'Humanité, personne ne savait s'il fallait manifester contre le pacte ou s'il fallait manifester pour que la Russie soit admise à le signer.

Aussi, presque aucun ouvrier n'a marché, pas même l'avant-garde de plus en plus rétrograde qui répond habituellement à tous les appels des dirigeants.

Le contenu du pacte

Le pacte Kellogg réprovoque et interdit la guerre, considérée comme un instrument de politique nationale. La discussion diplomatique a précisé qu'il s'agissait d'interdire la guerre d'agression, que le droit de légitime défense est admis, et que sur cette base peuvent jouer les alliances prévues par les traités.

L'idéologie du pacte

En cas de guerre, le pacte consacre la distinction formelle entre le pays agresseur et le pays attaqué, et il en fait une distinction de principe.

Le pays agresseur se reconnaît, selon le pacte, à ce qu'il commence les hostilités sans recourir à l'arbitrage.

Selon le pacte, le pays agresseur a tort, le pays attaqué a donc raison de se défendre. Le devoir pour les autres pays, c'est donc de soutenir le pays attaqué contre son agresseur.

En vertu d'une telle idéologie, dans une guerre des impérialismes entre eux, le prolétariat devrait lutter contre l'impérialisme agresseur et se mettre internationalement du côté de l'impérialisme attaqué.

Cela c'est la théorie. En pratique, au moment où les frontières se ferment, au moment où l'état de siège et la censure sont proclamés, chaque gouvernement peut mentir impunément. A coups de fausses nouvelles, chaque gouvernement peut faire croire qu'il a voulu recourir à l'arbitrage, que c'est lui qui est attaqué, et que c'est l'autre qui est l'agresseur.

En pratique, l'idéologie du pacte Kellogg obligerait chaque prolétariat à bloquer avec sa bourgeoisie nationale, celle-ci se représentant, conformément ou non à la vérité, comme étant attaquée.

Le pacte Kellogg justifie ainsi par avance, la participation du prolétariat à la défense nationale aux côtés de l'impérialisme de son propre pays.

Selon la même méthode, en cas de guerre contre l'U. R. S. S. ou contre les pays coloniaux, les impérialismes seraient armés pour exiger la participation du prolétariat à leur guerre.

Voilà où mène l'idéologie du pacte Kellogg, signé par le gouvernement Staline-Rykov.

Ce pacte, il faut, non le signer, mais le dénoncer impitoyablement.

Pacte Kellogg, S. D. N. et social-démocratie

Dans la question de la guerre, l'idéologie du pacte Kellogg, celle de la S. D. N. et celle de la social-démocratie sont identiques.

Et cependant, l'impérialisme américain et la S. D. N. feignent de s'ignorer l'un l'autre. Mais cela prouve seulement que sous le même voile pacifiste menteur, grandit la rivalité entre les Etats-Unis d'une part, et d'autre part l'Angleterre, prépondérante dans la S. D. N. et s'efforçant d'entraîner l'Europe dans son sillage.

Ni le pacte Kellogg, ni les déclarations solennelles de la S. D. N. n'empêchent la marche à la guerre impérialiste. Bien au contraire, tout cela ne sert qu'à en masquer les préparatifs, qu'il s'agisse pour les impérialistes de se battre entre eux ou de se jeter en commun contre l'U. R. S. S. et les peuples coloniaux.

Le fait que les chefs socialistes adhèrent à l'idéologie commune du pacte Kellogg et de la S. D. N. prouve tout simplement que cette idéologie n'est pas un obstacle, bien au contraire, à la participation du prolétariat à une nouvelle « union sacrée », à la « défense nationale » du régime capitaliste.

Signer le pacte Kellogg, c'est porter un coup au bolchevisme

En signant le pacte Kellogg, même avec toutes les réserves secondaires que l'on voudra, le gouvernement Staline-Rykov porte un coup grave aux principes essentiels du bolchevisme. Cette politique contraire aux intérêts révolutionnaires se couvre du drapeau de la Révolution russe. Elle risque ainsi de tromper

beaucoup d'ouvriers. Là est le danger qu'il faut combattre sans merci.

Le bolchevisme authentique s'est toujours refusé à distinguer entre le pays attaqué et le pays agresseur. Il a proclamé qu'une seule chose compte aux yeux du prolétariat, c'est de savoir, d'une part, qui opprime et exploite et, d'autre part, qui est opprimé et exploité.

Un véritable communiste marche toujours avec les opprimés contre les oppresseurs, et cela sans se demander qui a eu l'initiative formelle de l'agression.

Quand nous condamnons le putsch en Europe ou aux Colonies, notre condamnation vise, non pas l'agression contre l'impérialisme, mais la maladresse de l'agression, maladresse qui la rend inefficace et nuisible pour le mouvement révolutionnaire.

En vertu de la lettre et de l'esprit du pacte Kellogg, le gouvernement de l'U. R. S. S. s'est engagé en réalité à la non-intervention en faveur des peuples coloniaux en révolte, ceux-ci faisant de leur guerre de libération « l'instrument de leur politique nationale ».

Lénine disait : Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire du prolétariat pour le socialisme. Le pacte Kellogg dit : Défense de l'impérialisme attaqué, c'est-à-dire, en pratique : Défense nationale et union sacrée.

Entre Lénine et le pacte Kellogg il faut choisir. Staline, en s'efforçant de concilier les inconciliables, prétend jouer un jeu diplomatique savant. Ce jeu ne trompe nullement les impérialistes, il ne sert qu'à obscurcir la conscience de classe des ouvriers et à désorganiser les forces révolutionnaires.

Convergence politique et non contradiction entre l'U. R. S. S. et l'Internationale

La fraction stalinienne essaye de justifier la confusion de sa politique. Elle dit : La Russie ayant fait sa révolution doit mener une politique pacifiste, tandis que l'Internationale, dans le reste du monde doit viser à la guerre libératrice coloniale et à la guerre civile révolutionnaire.

C'est un pur sophisme d'opposer ainsi l'une à l'autre la politique de l'U. R. S. S. et celle de l'Internationale.

Les succès du mouvement révolutionnaire mondial renforcent l'Etat prolétarien ; ses revers l'affaiblissent, et réciproquement. Sur aucune question fondamentale, il n'est possible d'opposer les intérêts indissolublement liés de l'Etat prolétarien et du prolétariat mondial.

La lutte contre la guerre impérialiste est une des questions fondamentales les plus importantes. Quand la Révolution lutte dans les pays impérialistes d'Occident ou dans les pays coloniaux d'Orient, l'U. R. S. S. doit apporter son concours politique, économique, diplomatique et, le cas échéant, intervenir par la force des armes.

Si l'U. R. S. S. se désintéressait du mouvement révolutionnaire mondial et s'isolait dans un ne sait quelle neutralité pacifiste, alors inévitablement le mouvement révolutionnaire se désintéresserait de la défense de l'U. R. S. S.

L'Internationale et l'U. R. S. S. peuvent servir la cause révolutionnaire par des moyens différents, convergeant vers le même but. Jamais l'Internationale et l'U. R. S. S. ne doivent faire deux politiques essentiellement contradictoires.

C'est dans la mesure où s'altère le caractère prolétarien de l'Etat soviétique, que ses intérêts tendent à s'opposer à ceux de la Révolution mondiale.

Social-Démocratie, Stalinisme et Opposition

L'Opposition et la social-démocratie constatent, chacune de son côté, les contradictions évidentes de la politique de la fraction Staline.

Mais l'Opposition et la social-démocratie se combattent irrédiblement, en ce qui concerne la manière de sortir de ces contradictions. La social-démocratie appelle les ouvriers dans la voie du pacifisme petit-bourgeois ; l'Opposition les appelle dans la voie révolutionnaire.

De plus en plus, la direction du parti français, en avance sur le groupe Staline, sombre vers la social-démocratie. Déjà, tout comme le Populaire, l'Humanité dit : Signer le pacte Kellogg, c'est bien, mais cela ne suffit pas, il faut désarmer. C'est-à-dire qu'au lieu de dénoncer l'utopie dangereuse du désarmement en régime capitaliste, l'Humanité et le Populaire, entraînent les ouvriers à lutter pour cette utopie. Sur ce point l'accord est touchant entre Bouthonnier et son vieil ami Paul Faure.

Plus les divergences sur les points fondamentaux s'atténuent entre la direction du parti et la social-démocratie, plus les ennemis d'hier deviennent des rivaux débitant la même marchandise opportuniste, et plus chacun d'eux hausse artificiellement le ton de la polémique afin de retenir ou d'attirer la clientèle dans sa propre boutique.

Cette situation est bien caractérisée par l'allure même de la polémique entre l'Humanité et le Populaire. Ce sont des accusations réciproques acharnées. Et chaque partenaire, incapable

de justifier sa politique, s'en tire indirectement en disant à l'autre : Et toi, est-ce que tu ne fais pas le jeu de la bourgeoisie !

Ligne pacifiste petite-bourgeoise et orientation sur la S. D. N.

La signature du pacte Kellogg n'est qu'une étape, et non la première sur la voie du pacifisme petit-bourgeois.

Il y eut en avril 1927, la honteuse capitulation de Berlin, au sein du Comité anglo-russe. Renonçant à appeler les ouvriers anglais à la défense de l'U. R. S. S., la délégation de la C. G. T. russe mendia la paix à l'impérialisme britannique par l'intermédiaire des chefs réformistes anglais traitres à la grève générale.

Puis en mai, ce fut l'interdiction lancée par la fraction Staline de former des Soviets en Chine, en plein essor du mouvement révolutionnaire. Pour vivre en paix avec l'impérialisme britannique, et avec l'impérialisme en général, les dirigeants de Moscou renoncèrent à marcher à la Révolution mondiale à travers la Révolution chinoise.

Ainsi, on renonce à la révolution chinoise parce qu'il y a les croiseurs cuirassés de l'impérialisme, comme on renonce aux manifestations de rues à Paris parce qu'il y a la police et les gendarmes. Puis, quand la bataille est perdue pour une période, quand les organisations de lutte sont en ruine, quand les masses ont perdu confiance, on fait en Chine le putsch de Canton, comme on fait en France Ivry et Saint-Denis.

Après la défaite de la révolution chinoise, ce furent les fameux projets Litvinof, qui en fait, substituent à la lutte pour la Révolution mondiale, le mot d'ordre de la Paix par le Désarmement en régime capitaliste ; mot d'ordre impitoyablement combattu par Lénine et par le bolchevisme, avant comme après Octobre.

Et maintenant, c'est la signature abominable du pacte Kellogg. On ne peut pas lutter pour abattre l'impérialisme, on ne peut pas contre lui mener la lutte à mort en s'engageant à ne jamais lui faire la guerre.

Toute cette politique, qui s'imprègne de l'idéologie de la S. D. N., qui rôde autour d'elle, qui participe à ses Commissions et à ses Conférences, c'est l'orientation vers l'entrée pure et simple dans la S. D. N. Mais c'est seulement la bourgeoisie russe, triomphante de la résistance prolétarienne par un Thermidor victorieux, qui pourrait aller jusqu'au bout dans cette voie.

Le gouvernement Staline négocie l'action révolutionnaire en mendiant les bonnes grâces de l'impérialisme américain

L'impérialisme britannique et avec lui les impérialismes européens se sont montrés plus exigeants au fur et à mesure qu'ils voyaient le gouvernement Staline-Rykov flirter avec la S. D. N. L'impérialisme ne saurait se contenter de demi-capitulations. Il exige en échange de ses crédits la capitulation complète : c'est-à-dire la suppression du monopole du commerce extérieur et le retour pur et simple de la Russie au régime capitaliste.

Obligé de tenir compte de la résistance ouvrière, le gouvernement Staline, incapable de faire le redressement politique dans un sens communiste, se borne, après avoir été éconduit par l'Europe capitaliste, à frapper à une autre porte : celle de l'impérialisme américain.

Déjà, il y a quelques mois, pour marchander avec la Standard Oil, avec le trust américain du pétrole, la fraction Staline a liquidé le Congrès anti-impérialiste qui devait se tenir face au Congrès pan-américain et dresser les opprimés de l'Amérique latine contre l'opresseur yankee.

Cela n'a d'ailleurs pas empêché, bien au contraire, M. Teagle, le chef de la Standard Oil, de faire bloc contre l'U. R. S. S. avec Henry Deterding, le chef de la Royal Dutch et du trust anglo-hollandais.

C'est pour mendier les bonnes grâces du capital américain que le gouvernement Staline a signé le pacte Kellogg.

Et comme il ne faut faire aux rois du dollar, nulle peine, même légère, Litvinof, dans sa déclaration, s'est soigneusement abstenu de faire la moindre allusion à l'intervention des Etats-Unis opprimant le Nicaragua les armes à la main.

De même la presse staliniste n'a rien dit lorsque le gouvernement Calles a capitulé devant l'impérialisme américain en renonçant à nationaliser les exploitations pétrolières du Mexique.

C'est ainsi que la fraction Staline tente de négocier l'action révolutionnaire internationale et de l'échanger contre les crédits américains, ce qui dispenserait d'industrialiser aux frais des koulaks et des nepmen.

Les éléments capitalistes grandissent rapidement en Russie. Le capital privé vient de recevoir la pleine liberté dans l'industrie du bâtiment, échappant ainsi à tout contrôle prolétarien.

L'industrialisation se fait à coups d'emprunts auxquels souscrivent à des taux d'intérêt allant jusqu'à 11 %, les koulaks et les nepmen, qui se préparent ainsi à mettre la main sur l'usine soviétique.

Les concessionnaires étrangers viennent d'obtenir la liberté d'importer et d'exporter sans aucun contrôle.

C'est une première brèche au monopole du commerce extérieur, et cette brèche sera utilisée par le capital privé de Russie se liant au concessionnaire étranger.

Toutes ces capitulations partielles permettent de négocier, mais dans quelles conditions déplorables, avec les capitalistes américains (Radio Corporation, Remington Typewriter, Ford, etc...).

Mais ceux-ci, comme leurs congénères d'Europe ne se contentent pas de capitulations partielles. Ils exigent eux aussi la capitulation totale.

Seule une Russie révolutionnaire forte, ne capitulant pas sur les principes, pourrait passer avec l'impérialisme, qu'il soit européen ou américain, des compromis acceptables du point de vue prolétarien et révolutionnaire.

Le Bolchevisme authentique et la guerre

Le marxisme considère que la guerre a sa source dans le régime capitaliste lui-même et que seule la violence peut décider entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les classes irréductiblement ennemies. Le bolchevisme authentique considère que cette violence portée sur le plan étatique, rend inévitable la guerre entre l'Etat prolétarien et les Etats capitalistes.

Lénine distinguait entre la trêve avec les impérialistes, qui ne peut être que provisoire, et la paix définitive, qui ne peut venir que par la victoire mondiale de la Révolution.

Lénine distinguait entre la trêve avec les impérialistes, qui ne peut être que provisoire, et la paix définitive, qui ne peut venir que par la victoire mondiale de la Révolution.

Lénine voulait ainsi maintenir debout l'Etat prolétarien jusqu'à la prochaine vague montante révolutionnaire. Lénine avait prévu que cette vague pourrait venir par la Chine et par les Indes. Lénine proclamait qu'alors l'Etat prolétarien devrait s'engager à fond pour assurer la victoire de la Révolution mondiale.

La fraction Staline présente la trêve avec les impérialistes comme la paix véritable. Pour sauvegarder cette trêve, la fraction Staline préconise des concessions de principe qui désorganisent les forces révolutionnaires. Puis quand vient la Révolution en Chine, quand monte la vague révolutionnaire aux Indes, la fraction Staline sacrifie la marche à la Révolution mondiale à la prolongation de la trêve avec les impérialistes. Ainsi cette trêve prolongée devient sans objet du point de vue prolétarien et révolutionnaire.

Défendons l'U. R. S. S. contre le danger réel

Toute cette altération profonde de la politique des dirigeants de Moscou dans la lutte contre la guerre, est le résultat de la pression des forces thermidorienne. En Russie la bourgeoisie thermidorienne de la ville et de la campagne, appuyée sur l'impérialisme mondial, veut poursuivre « en paix » son offensive contre révolutionnaire intérieure.

Mais céder à la pression des forces de réaction thermidorienne, c'est cela qui conduit aux pires dangers de guerre.

Les koulaks, les nepmen et les bureaucrates qui sont leur prolongement dans nos institutions, minent et affaiblissent la Révolution. Si le parti cède au lieu de résister, il viendra un moment où la bourgeoisie thermidorienne voudra toucher aux conquêtes essentielles d'Octobre et menacera les ouvriers russes dans leurs intérêts vitaux. A ce moment, la résistance prolétarienne grandira rapidement et se fera violente.

Alors la bourgeoisie thermidorienne russe à ce moment ne parlerait plus de paix, mais elle appellerait les impérialistes à son secours pour abattre par les armes la Révolution russe.

Les dirigeants actuels de Moscou, en criant au danger de guerre immédiat, masquent la montée des forces thermidorienne qui préparent l'intervention et la guerre contre-révolutionnaire pour demain.

Les ouvriers entendent crier au danger de guerre immédiat sans que celui-ci se réalise immédiatement. Alors ils deviennent sceptiques.

Le jour où la guerre impérialiste sera réellement une menace immédiate pour l'U. R. S. S., il sera plus difficile d'alerter et de mobiliser le prolétariat devenu dans le monde entier, sceptique devant les appels des dirigeants.

Une telle politique est criminelle et met en danger la Révolution russe.

Cette politique, tout révolutionnaire fidèle à l'esprit de Marx et de Lénine, doit la dénoncer sans relâche et la combattre sans merci.

Dénoncer et combattre cette politique, défendre à fond et contre tous ses ennemis l'U. R. S. S. en tant qu'Etat prolétarien, c'est s'unir pour le bon combat avec l'Opposition exclue et déportée.

Le Congrès mondial des fonctionnaires stalinistes a repoussé l'appel des exclus et des déportés. La parole est plus que jamais aux ouvriers révolutionnaires de la base qui s'éveillent à la conscience du danger.

Seule la politique oppositionnelle peut sauver la Révolution russe et préparer la Révolution mondiale.

Pour le Comité de Redressement :

Henri BARRE, Maurice DEGLISE, Albert TREINT.

Le Gérant : Albert TREINT.

Imp. Artis, 200, quai de Jemmapes, Paris.